

Les engagements économiques du gouvernement, deux ans après

Ce qu'en pensent les entrepreneurs

Veröffentlicht am Freitag, 4. Dezember 2015 um 06:00



Quel bilan peut-on tirer de l'action économique du gouvernement?

Photo: Gerry Huberty



(ndp).- Deux ans après son accession au pouvoir, quel bilan peut-on tirer de l'action économique du gouvernement? Le «Luxemburger Wort» a donné la parole à des entrepreneurs issus de tous les secteurs.

Michelle Detaille, administrateur-délégué de No-Nail Boxes:

"Evidemment, les entrepreneurs sont des impatientes. Ils ont toujours envie que cela aille plus vite, mais il faut aussi comprendre qu'on ne peut pas faire des lois ou des changements dans la précipitation. Ma conviction, c'est qu'une bonne loi doit pouvoir durer longtemps. Il faut donc que tous les éléments aient été pris en compte pour pouvoir édicter des lois qui vont perdurer et qu'on ne devra pas changer tout le temps. Or, on sait qu'un des points forts du Luxembourg, c'est la sécurité juridique. Je tempère donc toujours un peu les impatiences de mes collègues." (...)

"Ce que j'aime bien, c'est le pragmatisme du Luxembourg. Même si une nouvelle loi n'est pas encore sortie, on trouve un modus vivendi. C'est très positif. Il y a bien sûr l'indexation des salaires qui est un handicap majeur pour la compétitivité. Le pays n'est pas prêt à changer, c'est comme ça, mais nous avons d'autres avantages et il faut en tirer parti".

"Je trouve aussi qu'au niveau de la relation avec le ministère de l'Environnement, cela va nettement mieux. On a maintenant à faire à une volonté de dialogue, de ne pas compliquer les choses inutilement, ce qui n'était pas le cas il y a quinze ans, où on avait l'impression qu'on se heurtait à un mur idéologique. On voit que les dossiers maintenant avancent plus vite, que les intérêts des entreprises sont aussi pris en compte et qu'il y a un principe de réalité qui existe là aussi. C'est un gouvernement qui est quand même **à l'écoute des entreprises**, d'abord parce que le ministre des Finances est issu du monde patronal, ensuite, je trouve à titre personnel que le Premier ministre, mais également la ministre de la Famille et la secrétaire d'Etat à l'Economie entendent ce que disent les entreprises. Il ne s'agit pas de dire oui à tout, d'être à la solde du patronat, mais **on a en tout cas le sentiment d'être écouté et entendu.**"

” On voit que les dossiers maintenant avancent plus vite, que les intérêts des entreprises sont aussi pris en compte et qu'il y a un principe de réalité qui existe. “

Meistgelesene

Zuletzt veröffentlicht

- 1 **Kommentar:** Chinesische Restaurants statt Postbüros
- 2 **Internationale Fahndung nach Salah**
Abdeslam: Flüchtete der Top-Terrorist über Luxemburg?
- 3 **François Schmitz weiter vermisst:** Mann aus Biwisch immer noch verschwunden
- 4 **Sportlergala in Bad Mondorf:** Majerus und Muller sind die Sportler des Jahres
- 5 **Neue Infrastrukturen am Rond-Point Gluck:** 60.0 für die Rettungsdienste

Anzeige

Mercedes-Benz News



Christophe Bianco, Managing Partner chez Excellium Services: "Tout le monde veut des start up et des fintechs à Luxembourg. Le problème, c'est qu'à un moment donné la start up a besoin d'argent et de compétences, notamment des développeurs. Mais aujourd'hui à Luxembourg il n'y a pas de structure de financement qui permette réellement à des start up de se développer. On le voit par exemple dans l'incubateur du Lux Future Lab: pour les deux ou trois start up qui ont vraiment trouvé des fonds, la conséquence c'est qu'elles partent soit vers l'Irlande, soit vers la France. Je pense donc qu'il y a une initiative à lancer au niveau du venture capitalisme. Il y a des discussions, des choses en cours pour créer un fonds dans ce domaine, mais les structures au Luxembourg sont plutôt frileuses. Des projets existent au niveau de la Banque européenne d'investissement ou de l'Etat, mais ce sont des processus trop lourds pour des start up comme nous. Quant au programme «Fit4Start», il concerne des petites sommes. Quand on doit commencer à embaucher, rechercher 200.000 ou 300.000 euros, au Luxembourg c'est particulièrement compliqué. Ce n'est pas seulement d'ailleurs un problème du gouvernement. Je trouve qu'il y a beaucoup d'institutions bien installées au Luxembourg qui ne participent pas à l'effort du pays."



Jacques Lanners: "J'attends avec impatience de voir des actions réelles."
Photo: Guy Jallay

Jacques Lanners, CEO de Ceratizit: "J'attends avec impatience de voir des actions réelles. Beaucoup de projets sont sur la table, de nombreux sujets sont abordés, mais la phase de la réalisation concrète n'a pas encore été entamée. C'est le cas pour la **flexibilité du temps de travail** mais aussi pour la **réforme fiscale** qui est discutée depuis plus d'un an et demi maintenant. Il va de soi que nous sommes impatients de savoir ce qui va être décidé au niveau des entreprises et des personnes privées. Au niveau du système éducatif, beaucoup de choses sont faites et j'espère que cela ira jusqu'au bout. D'une manière générale, je dirais donc que je suis toujours dans l'attente de mesures concrètes."

Nicolas Buck, président de Nyuko: "L'action du gouvernement va dans la bonne direction. Mais il est vrai aussi que nous évoluons dans un contexte international très concurrentiel dans lequel on ne pourra jamais aller assez vite. Il est donc plus que jamais nécessaire d'avoir une vision collective pour renforcer notre position au niveau de l'entrepreneuriat. L'environnement change, le level playing field se développe, la technologie évolue de jour en jour, l'innovation disruptive impose sa loi, etc... **On passe de niches de souveraineté vers des niches de compétences.** Il est toujours difficile de se positionner dans un tel changement de paradigme. Nous devons tous être conscients du fait qu'il reste encore beaucoup d'efforts à faire. Nous avons une responsabilité, tous, collectivement, car il serait illusoire de croire que le gouvernement peut tout faire seul".

” Nous avons une responsabilité, tous, collectivement, car il serait illusoire de croire que le gouvernement peut tout faire seul.”

Deux problématiques à résoudre

"Je vois surtout deux exemples de problématiques pour lesquelles le gouvernement devra envisager des solutions. D'abord l'autorisation d'établissement prévoit qu'une entreprise dispose d'un lieu d'exploitation fixe. Or, beaucoup de startups commencent leur développement dans des structures de co-working (open space, pas de bureaux fixes). Ces entrepreneurs cherchent le partage de la connaissance et des réseaux en travaillant avec d'autres dans le même espace. Donc il faudra trouver une solution à ce problème. Ensuite, le financement 'early stage' est un vrai casse-tête pour les entrepreneurs. Ceux-ci se tournent souvent vers des business angels. Certains pays, comme par exemple la Grande-Bretagne, ont créé des dispositions pour que des investisseurs puissent récupérer jusqu'à 50% du montant investi en réduction d'impôts. Le Luxembourg pourrait suivre ce modèle en mettant en place un **outil d'incitation fiscale** pour ces investisseurs".

Gérard Hoffmann, président et administrateur délégué de Telindus Luxembourg: "En tant que président d'ICT Luxembourg, je travaille beaucoup avec le gouvernement sur la promotion du secteur. Cette activité fleurit au Luxembourg et pour renforcer son développement, il faut mettre en place un outil de promotion plus efficace, en s'inspirant du modèle de 'Luxembourg for Finance', qui marche très bien. Le gouvernement en est bien conscient et nous espérons maintenant des actes concrets. On sent qu'il y a une réelle volonté politique de développer le pays, même si une certaine force d'exécution manque parfois sur les dossiers très complexes."

” On sent qu'il y a une réelle volonté politique de développer le pays, même si une certaine force d'exécution manque parfois sur les dossiers très complexes.”



Etienne Schneider et Xavier Bettel à l'heure des bilans.
Photo: Serge Waldbillig



Patrick Kersten, fondateur de Doctena, ancien créateur de Monster et d'atHome: "Ce qui me frappe, c'est l'importance du soutien dont bénéficient aujourd'hui les créateurs d'entreprise. La situation a beaucoup évolué au cours des vingt dernières années. C'est un point très positif, car le gouvernement a placé au coeur de son agenda la **digitalisation, secteur qui regorge d'opportunités** et qui peut façonner des champions luxembourgeois à force d'encouragement. C'est une approche plutôt pragmatique qui est privilégiée et les efforts sont en train de porter leurs fruits."

Claudine Schmitt, managing partner chez Wellbeing at Work: "Ce que propose aujourd'hui le gouvernement dans le domaine de l'entrepreneuriat va dans la bonne direction. Même si les efforts s'améliorent en matière de soutien financier, il y a encore un déficit à combler, notamment lors de la phase de lancement. Il existe par exemple en France des coopératives où les créateurs d'entreprise perçoivent une indemnité ou une forme de salaire pendant la phase de démarrage. Le gouvernement pourrait s'en inspirer en proposant une offre similaire au Luxembourg. Je trouve aussi que l'Adem prend beaucoup d'initiatives en faveur de l'employabilité, de l'insertion professionnelle, de la création d'entreprise, même s'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir."

Jed Grant, patron de KYC3: "L'agence Luxinnovation a été un soutien remarquable pour notre entreprise, même si la procédure d'accès aux aides est un peu lente. Je suis par ailleurs membre de la direction de l'Amcham (American Chamber of Commerce Luxembourg) et chairman du groupe 'business and entrepreneurship' pour la promotion des initiatives entrepreneuriales. Dans ce contexte, nous avons lancé le manifeste '111 company', que le gouvernement a pris dans son agenda. Même si le projet de loi sur la **sarl simplifiée** n'a pas encore été adopté par le Parlement, nous en avons déjà fait la promotion autour de nous. Si on peut déplorer la **lenteur de la machine gouvernementale**, je trouve que le Luxembourg a beaucoup à offrir aux entreprises. Mais il doit réagir plus vite, car les autres juridictions font preuve d'agressivité pour attirer des entreprises étrangères."

” Le Luxembourg a beaucoup à offrir aux entreprises. Mais il doit réagir plus vite, car les autres juridictions font preuve d'agressivité pour attirer des entreprises étrangères. “

Mettre en place une "sandbox"

"Si le potentiel Fintechs est énorme, les initiatives du type "incubator" ne vont pas assez loin. Il faut que l'on arrive à valider les business models, à permettre aux start up d'introduire leurs produits auprès de clients potentiels et d'early adopters qui vont essayer les technologies et les solutions dans leur business. Dans ce sens, pourquoi ne pas lancer une **initiative publique-privée** pour mettre en place une sorte de 'sandbox' à destination des start up. Cela implique un engagement sans réserve des acteurs du marché financier qui mettent à la disposition des fintechs une partie de leurs bureaux, des ressources humaines pour valider les concepts et les business models dans une optique où, si ça marche la banque sera dans une position d'early adopter. Ce genre d'initiative manque au Luxembourg, mais pourrait être facilement réalisée avec l'aide de l'Etat."



Die Moderation der Kommentare liegt alleine bei wort.lu. Sie werden von unseren Kommentatoren geprüft und freigegeben, bevor sie hier erscheinen. Das Luxemburger Wort ist nicht verantwortlich für öffentliche Reaktionen oder Kommentare zu Artikeln von wort.lu, die von Nutzern in sozialen Medien (Facebook, Twitter etc.) geschrieben werden. Bitte beachten Sie die Regeln für Kommentierung auf wort.lu in unserem Impressum.

0 Kommentare Sortieren nach **Neueste** ▾

Kommentar hinzufügen ...

Facebook Comments Plugin